

Le 26 février 2015

Déclaration liminaire des représentants des personnels de Solidaires Finances Publiques élus au comité technique

Monsieur le Président,

Solidaires Finances Publiques réaffirme, à l'occasion de ce CTL, sa totale opposition aux politiques menées par ce gouvernement tant en matière économique que sociale.

La politique de rigueur budgétaire imposée n'a pour conséquence qu'un ralentissement massif de la croissance, un chômage exponentiel, une perte de pouvoir d'achat des salariés du public et du privé et une perspective de déflation qui aurait des effets désastreux pour l'ensemble des concitoyens.

Les exemples de politique d'austérité qui ont frappé avec la plus extrême brutalité la Grèce et l'Espagne nous confortent à combattre de telles pratiques. Qu'est ce que l'humain aujourd'hui?

Rien, une simple variable d'ajustement du monde de la finance.

Comment, dans cette société, peut-on privilégier des taux de rendements d'actions à plus de 15% par an et laisser mourir de faim et vivre dans la précarité toute une frange des populations ?

Cela ne pourra continuer longtemps. Les résultats des élections législatives en Grèce et la montée en puissance de Podemos en Espagne ne sont que l'expression d'une exaspération des peuples et une détermination à vivre dans la dignité.

En France cette politique aveugle a concentré ses méfaits à deux niveaux

Tout d'abord privilégier l'entreprise au détriment des citoyens. Moins de droits, plus de flexibilité, moins de protection sociale, plus d'abus en perspective : l'employeur roi est en train de renaître de ses cendres comme au plus beau jour du 19^{ème} siècle. La compétitivité des entreprises, véritable guerre économique, laisse des millions de morts sur le carreau : les chômeurs.

Ces salariés sont détruits, broyés tant dans leur vie professionnelle que familiale et parfois à bout de force ils décident de mettre fin à leurs jours. Quelle admirable société !

Quelles sont les perspectives pour nous et nos enfants?

Ce monde que nous laissons en héritage est consternant d'autant plus que cet héritage n'est pas accepté sous bénéfice d'inventaire.

Deuxième impact majeur corollaire du premier : la destruction de notre modèle social et à travers lui la désagrégation du service public qui constituait jusqu'alors un facteur essentiel du vivre ensemble, d'égalité de traitement, de justice sociale, d'unicité du territoire.

Sous couvert d'une meilleure gestion des deniers publics, ce qui en soit n'est pas contestable, le gouvernement agit sans discernement.

La Direction Générale des Finances Publiques en est le plus bel exemple. Alors que le déficit n'est pas maîtrisé et que la dette s'accroît inexorablement par le manque de rentrée budgétaire, l'évasion fiscale

est évaluée par l'ensemble des économistes dans une fourchette se situant entre 60 et 80 milliards d'euros. Solidaires Finances Publiques avait avancé cet ordre de grandeur depuis plusieurs années sans trouver d'échos. Aujourd'hui cette analyse est largement reprise dans toutes les instances. Pour faire face à cette lutte contre la fraude fiscale, la seule réponse gouvernementale relayée par la DGFIP est la poursuite des suppressions d'emplois.

Depuis 2002, 30 000 emplois supprimés soit plus de 20% des effectifs. Tout est dit.

Derrière les grands mots et les belles phrases aucun moyen, pire, la déliquescence. Arrêtons de se moquer du monde. Des agents de plus en plus démotivés, des citoyens sur lesquels on fait peser la pression fiscale au détriment de ceux qui profitent du système et échappent à l'impôt. Tout cela est inadmissible.

Solidaires Finances Publiques exige l'arrêt des suppressions d'emplois, le renforcement du maillage territorial. Les agents exigent une autre politique et une autre conception du service public DGFIP. Notre rôle est au cœur de l'action publique il est à la fois budgétaire mais aussi social.

La fraude fiscale n'est pas une fatalité en soi, mais elle le devient lorsque l'on ne se donne pas toutes les potentialités pour la combattre : moyens humains, et cela implique l'ensemble des agents participant à toutes les chaînes de travail, mais aussi moyens législatifs étendus.

Le service public à travers son rôle social a plus que jamais un sens aujourd'hui.

La proximité des services crée des liens entre les citoyens. Il n'y a rien de pire pour la démocratie que des zones laissées en déshérence, abandonnées de tous.

Les agents de la DGFIP conscients de ces problèmes sont aujourd'hui à bout. Le mal-être en est la conséquence. Le diktat du toujours plus combiné avec le toujours moins n'est pas neutre psychologiquement, il est dévastateur.

Les conditions de vie au travail se détériorent au quotidien pour l'ensemble des agents et des chefs de service. La pression est continue et cela sans la moindre reconnaissance: le gel des salaires depuis 2010, le gel des primes, un plan de qualification en berne, un pouvoir d'achat qui se dégrade inexorablement. Tel est le constat non pas pessimiste mais simplement et banalement lucide de la dérive de la DGFIP. Si on souhaitait démobiliser les agents de cette administration on ne pourrait pas mieux s'y prendre.

Solidaires Finances Publiques n'a eu de cesse de dénoncer ces dérives et leurs conséquences. Cette déclaration liminaire n'est pas qu'un constat, c'est un avertissement et une mise en garde.

Concernant ce CTL, Solidaires Finances Publiques dénonce cette convocation en période de vacances scolaires démontrant la rudesse du dialogue social dans le département. Par ailleurs, les documents fournis sont très édulcorés, sans harmonisation d'une année sur l'autre et ne permettent pas un travail préparatoire de qualité.

La politique d'austérité se traduit par une nouvelle réduction des effectifs. Depuis 2002, ce sont 130 emplois supprimés dans le département augmentant de fait les charges de travail. A cela s'ajoute une réduction constante de la DGF avec une baisse cumulée de plus de 26 % depuis 2011 et au titre de 2015 une baisse de plus de 4 %. Même si on peut accueillir favorablement la hausse des dépenses d'investissement, il n'en demeure pas moins que la réduction des dépenses de fonctionnement influent négativement sur les conditions d'exercice des missions et sur les conditions de travail.

Cela se traduit aussi par un resserrement du réseau, une concentration des services, un regroupement des missions. L'administration gère la pénurie des emplois au détriment de structures à taille humaine et des conditions de travail des agents.

Le Directeur Général a décidé de réduire l'amplitude des horaires d'ouverture au public. Si ces évolutions permettent plus de fermetures, souvent souhaitées et attendues par les agents, elles ne

règlent en rien les problèmes de fond. Elles pourraient même contribuer à concentrer les flux d'usagers et accroître les tensions. Il fut un temps où les services recevaient le public pendant deux demi-journées par semaine en dehors des pics de réception, désormais l'affluence est permanente et les agents n'ont même plus le temps ni de se former aux évolutions de la législation, ni de souffler !

Pour Solidaires Finances Publiques, dans un contexte où agressions verbales voire physiques, menaces, insultes, incivilités se multiplient, allant même jusqu'à la destruction des locaux comme à Morlaix, il est urgent et nécessaire de donner à tous les agents qui assurent la réception, le téléphone, le traitement des contentieux, les demandes de délais et remises, des conditions de travail correctes et sécurisées. Les agents sont tous en première ligne face au mécontentement des usagers, exacerbé par le contexte d'actualité et deviennent, injustement, l'exutoire des colères et des ressentiments.

Il faut donc que l'administration et le Ministère prennent toute la mesure de la situation et identifient les causes profondes d'une dégradation croissante :

- multiplication des annonces médiatiques et des mesures fiscales au fil de l'eau, avec un impact sur de nombreux contribuables en difficulté économique,
- suppressions d'emplois dans tous les services, concentration des missions et des sites, absence de formation et insuffisance de soutien, isolement de certains postes,
- sur estimation de l'appropriation par les usagers de la dématérialisation,
- non prise en compte des conditions de travail et d'accueil dans la conception des locaux administratifs, insuffisance des mesures de prévention. L'administration ne tire aucun enseignement concret des incidents et des signalements.

Solidaires Finances Publiques exige :

- L'arrêt des suppressions d'emplois et les recrutements nécessaires afin de pourvoir les postes vacants.
- Les crédits de fonctionnement nécessaires à l'amélioration et au respect des conditions de vie au travail des agents et des conditions d'accueil des usagers.
- La reconnaissance de tous les agents de la DGFIP, de leur technicité par l'augmentation du point d'indice, la revalorisation indemnitaire, la revalorisation des carrières, l'octroi à tous les agents qui font de la réception ou en assurent le back-office, d'une prime d'accueil revalorisée, la revalorisation des indemnités kilométriques et une meilleure prise en charge des frais de repas pour tous les agents qui se déplacent pour les besoins du service
- L'harmonisation des horaires de travail, le respect des temps de pause et de formation, et la fin des expérimentations «sauvages» nées de la démarche stratégique.